



SAHARA INFO

Bulletin de l'Association des Amis de la
République Arabe Sahraouie Démocratique
B.P. 244 - 75227 PARIS CEDEX 05
C.C.P. : 19303 94 K PARIS

N° 64

JANVIER
à MARS 1983

Prix : 6 F

Commission paritaire n° 58229



CONTRAT D'AMITIE ENTRE LA VILLE DE BREST et LA VILLE DE BIR N'ZARANE



Les parties contractantes,

- exprimant encore une fois leur intention commune de poursuivre les relations amicales, la coopération et les échanges culturels,
- persuadées que la coopération dans différents domaines et les échanges culturels contribuent à une meilleure compréhension entre les hommes et entre les peuples,
- convaincues que les contrats d'amitié entre villes constituent une contribution importante au renforcement de la paix et au progrès de l'humanité.

ONT DECIDÉ DE CONCLURE ENTRE
LES VILLES DE BREST ET DE BIR N'ZARANE

ce contrat d'amitié.

Article 1er :

Les parties contractantes, convaincu de la coopération et des échanges culturels contribue à une meilleure compréhension des villes et de leurs habitants, désirent resserrer leurs rapports mutuels et améliorer leur propre tout en respectant l'originalité de chacune.

Les parties contractantes cherchent à développer des relations amicales et d'organiser des manifestations communes comme le dialogue international.

Article 2 :

Les parties contractantes s'engagent à promouvoir les échanges culturels, la coopération et l'amitié culturelle et les relations culturelles.



Qui est derrière Sahara Info ?

Des amis des sahraouis appartenant à toutes les sensibilités politiques, syndicales et philosophiques.

Présidence de l'Association : François Asensi, Alain Benlezar, Jacques Blache, Edmé Boiché, Didier Cadin, Denise Duboscq, Victor Leduc, Marcel Omet, Bernard Parmantier.

Secrétaire général : Thomas Jallaud.

Secrétaires adjoints : Jean Heckman, Daniel Pipard.

Comité de rédaction : Grégoire Carrat, Denise Duboscq, Edouard Roland, Philippe Riché.

Collaborateurs : Maurice Barbier, Jean Copans, Constant Hamès, Edmond Jouve, Raoul Weexsten (liste non close).

Sommaire

Le point avec le représentant en France du Front Polisario	3
Voyage au R.A.S.D.	4
Chadli-Hassan II	5
Voyage de Mitterrand au Maroc	6
Brest-BieN'zaran	10-11
Nouvelles du front militaire	14
France-Rasa quel rapport ?	1?

Ce numéro a été tiré à 3 800 exemplaires. Le n° précédent a été diffusé à 3 500 exemplaires.

ÉDITORIAL

Le président Chadli et le roi Hassan II se rencontrent. Nous nous en félicitons, la parole reprend ses droits. L'ouverture de négociations directes entre la R.A.S.D. et le royaume chérifien s'inscrit dans la logique de cette rencontre pour qui agit avec sincérité. Le roi a-t-il cette volonté ?

Les douze pays africains chargés de permettre la réunion au sommet de l'O.U.A. décident d'une date nouvelle, le 6 juin, et d'un nouveau lieu, Addis Abeba. Ils convoquent *sans exclusive* tous les États membres dont le 51^e État membre. Le Maroc siègera-t-il au côté de la R.A.S.D. ?

Le Maghreb devient-il une réalité après le traité de paix et d'amitié signé entre deux États de cette région, l'Algérie et la Tunisie. Ouvert à tous les États maghrébins sans exclusive, ce traité ouvrirait-il des perspectives de paix ?

La France affirme avoir rétabli des relations fondées sur une confiance mutuelle avec les États d'Afrique du Nord : Algérie, Maroc, Tunisie. A-t-elle encore l'autorité morale et la volonté de confirmer ses engagements à l'égard du peuple sahraoui et de la R.A.S.D. ?

Le Front Polisario, unique et digne représentant de ce peuple, prépare les festivités du 10^e anniversaire de sa création et de la première action militaire contre l'occupant espagnol de l'époque. Il peut présenter un bilan de réalisations sociales, économiques et politiques que lui enverront bien des États.

L'Association est convaincue que les organisations françaises, syndicales, politiques, humanitaires et autres, répondront à l'invitation que leur a transmise le représentant en France du Front Polisario de se rendre en R.A.S.D. à cette occasion. Ils pourront constater les réalisations et favoriser un engagement nouveau au côté de ce peuple en participant aux festivités du 20 mai. Leur témoignage inspirera-t-il une attitude différente au gouvernement français de celle qui prévaut aujourd'hui à l'encontre de la R.A.S.D. ?

Dans trois mois à peine, le moment sera venu de tirer la conclusion des engagements pris, des attitudes observées et des solidarités manifestées pour contribuer au retour de la paix entre le Maroc et la R.A.S.D.

L'Association réunira en effet son assemblée générale à la fin du mois de juin et pourra ainsi définir son attitude à la lumière de l'expérience accumulée.

Thomas JALLAUD
Secrétaire Général

Attention !

Dorénavant la nouvelle adresse de l'Association est la suivante :

Association des Amis de la R.A.S.D.
B.P. 244
75227 PARIS - CEDEX 05

Merci de bien en prendre note.

• Le point avec le représentant du Front Polisario en France

Le peuple sahraoui vient de célébrer le 27 février dernier, dans la joie des succès et victoires remportés de haute lutte dans son combat légitime de libération nationale, le 7^e anniversaire de la proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique (R.A.S.D.).

Cette heureuse occasion me permet de faire, à l'adresse des lecteurs du bulletin « Sahara Info », le point de la situation au Sahara occidental.

Je voudrais faire tout de suite pour commencer une constatation qui s'impose à savoir que plus la guerre continue plus la R.A.S.D. est consolidée, renforcée dans l'ensemble de ses fronts de lutte. Par contre, de l'autre côté, plus la guerre dure, plus le Maroc s'affaiblit, s'enlise dans une crise générale qui s'aggrave sans cesse.

Venons-en aux faits :

En 1975, la R.A.S.D. était à 90 % occupée par les forces d'agression. Aujourd'hui, c'est tout à fait l'inverse qu'il faut retenir. L'armée marocaine se limite à se retrancher derrière le « mur » dont l'Armée de libération Sahraouie (A.L.P.S.) a démontré la vulnérabilité et qu'elle est à même, le moment opportun venu de percer et de détruire.

Sur le plan diplomatique, alors que le Maroc désespère de trouver un écho favorable à ses thèses expansionnistes, la R.A.S.D. est déjà membre de plein droit de l'O.U.A. au même titre que... le Maroc et jouit d'une très large audience internationale.

De même, sur un autre plan, si l'on compare les situations intérieures respectives de la R.A.S.D. et du Maroc, l'on constate que la première malgré la guerre et l'hostilité de la nature réalise des progrès gigantesques dans des domaines fondamentaux tel que l'enseignement et la santé, se dote d'une armée solide possède des institutions dynamiques et approfondit constamment une expérience originale de la démocratie réelle.

Alors que la deuxième, celle du Maroc, baigne aujourd'hui dans une grave crise économique marquée essentiellement par la banqueroute financière, ceci malgré les fonds saoudiens et américains, désormais en diminution du reste. La souveraineté du Maroc est bradée au profit des U.S.A. qui par le biais des bases militaires et des experts ou conseillers politiques et militaire occupent maintenant le Maroc ; celui-ci devenant ainsi un « occupant-occupé ». La guerre qui existe aux yeux des marocains c'est celle qui oppose le peuple marocain au régime de Rabat.

Plus notoire encore est le conflit désormais ouvert entre l'armée et le palais dont l'assassinat du général Dlimi est la première illustration. En somme, le Maroc réserve beaucoup de surprises, cette année, toutes entraînées par l'état de guerre et d'agressions menées contre la R.A.S.D. Une guerre que le roi du Maroc n'a pas l'intention d'arrêter.

Le recours, en effet, aux U.S.A., l'intervention directe militaire de ces derniers aux côtés du Maroc, l'intransigeance de Hassan II à persister de refuser le dialogue et la négociation avec la R.A.S.D. sont autant de facteurs qui ne laissent au peuple sahraoui d'autre choix que de répondre par « Toute la Patrie ou le martyr » — mot d'ordre du 5^e Congrès du

Front Polisario, pour relever le défi américano-marocain pour imposer le respect de ses droits à la vie dans la liberté et l'indépendance.

Certes, aujourd'hui le régime marocain est isolé, étranglé par les problèmes intérieurs tant économiques que politiques et surtout militaires. Mais cela ne mènera pas Hassan II à revenir à la raison.

Si le Maroc a renoué les relations diplomatiques avec la Lybie — qui reconnaît la R.A.S.D. et soutient le Front Polisario — s'il a reconnu la nécessité de l'organisation d'un référendum — fût-ce d'autodétermination et non de confirmation — et même si l'on admet une reprise des relations avec l'Algérie, cela ne changera rien du tout à la politique de Rabat.

Hassan II ne cherche qu'à gagner du temps

Même si ce temps ne lui profite plus. Mais il n'a pas d'autre issue pour préserver son trône, car c'est là le principal souci du roi du Maroc.

La monarchie marocaine est en effet menacée plus que jamais par l'armée et le peuple marocains. C'est pourquoi Hassan II joue maintenant les Partis contre l'armée. Comme il a joué auparavant celle-ci contre les premiers et comme il joue aujourd'hui les U.S.A. contre la France ou comme hier la France contre les U.S.A. — Un seul but : gagner du temps.

Et c'est dans ce cadre que Hassan II espère exploiter sa rencontre avec le président algérien, Chadli Bendjedid. Or la position de l'Algérie est claire : pas question de se substituer à la R.A.S.D. mais d'accord pour rapprocher les points de vue sahraouis et marocains en vue de déclencher une dynamique de la paix, par la voie de négociations directes entre le Maroc et la R.A.S.D.

Exactement comme elle a déjà fait pour le Maroc et la Maurétanie en 1969 d'une part et le Front Polisario et la Maurétanie en 1979 d'autre part.

La position du Front Polisario et du gouvernement sahraoui est tout aussi claire. Bienvenue à toute initiative qui vise à engager des négociations directes entre la R.A.S.D. et le Maroc. Si cette initiative vient de l'Algérie c'est d'autant mieux.

L'Algérie a toute notre confiance, comme le rappelait avec force le frère Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario et Président de la République, le 27 février dernier, à l'occasion des festivités du 7^e anniversaire de la R.A.S.D.

Ceci étant clair, toute fausse interprétation de la position algérienne n'est que la volonté manifeste de semer la confusion, de fuir la réalité. Elle est en tout cas la preuve que la pause est très loin et que la guerre continue de plus belle jusqu'au retrait total, inconditionnel, de l'occupant marocain de toute la R.A.S.D.

Fadel ismaël
Représentant en France
du Front Polisario

27 février 1976 à minuit proclamation de la République à Bir Lalou



La R.A.S.D. prépare l'avenir

Du haut du plateau nous dominons l'ensemble des valées qui nous entourent. Guelta Zemmour, petite garnison militaire, est lovée à nos pieds, attendant le jour où les Sahraouis relèveront les maisons dynamitées par les Forces Armées Royales marocaines avant leur départ. Tout autour de nous, à perte de vue, se profilent des centaines d'abris intacts, occupés avant la libération de la ville par plusieurs milliers de soldats marocains.

Petit à petit, au cours de la promenade que nous effectuons pendant plusieurs heures de suite autour de la ville, se reconstituent, grâce à nos accompagnateurs sahraouis, dont Mohamed Habiballah, membre du Bureau Politique du Front Polisario, les épisodes de la longue bataille que fut celle de Guelta Zemmour, dont l'assaut final par les combattants sahraouis eut lieu en octobre 1981. Point de passage principal entre cette région et la Mauritanie, Guelta Zemmour fait partie de ces positions stratégiques dont le contrôle ou l'abandon prennent valeur de symbole.

L'ampleur des moyens militaires mis en œuvre par le Maroc n'aura en fin de compte pas permis, face à la détermination du peuple sahraoui, de tenir cette ville.

Cette véritable « épopée », déjà intégrée dans les manuels d'histoire dont se servent les écoliers sahraouis, nous pourrions la raconter autant de fois qu'il y a eu de villages ou de villages libérés de l'occupation marocaine.

A chaque fois, bien sûr, les conditions changent. Mais elles placent toujours face à face soldats marocains non motivés, démoralisés par une guerre qui ne les concernent

pas, et combattants sahraouis, convaincus de la légitimité de la lutte qu'ils mènent : la libération de leur pays.

Que ce soit à Amgala, Bir N'Zarane, Tifariti, Mahbès, Haouza, etc., le même spectacle s'offre à nous : villes à 90 % détruites à l'explosif, des milliers de mines placées par l'occupant avant sa fuite et qu'il convient maintenant de désamorcer, les puits empoisonnés, les cheptels décimés, une image de haine et de mépris imbécile de la part d'un roi à l'égard d'un peuple dont il veut nier l'existence.

La vie

Images de guerre ? Certes. C'est la guerre. Plus dure que jamais. Mais images de paix aussi.

Partout où nous sommes allés, nous avons pu constater la volonté des responsables Sahraouis de préparer l'avenir, et tout d'abord le passage à l'indépendance et à la paix dans les meilleures conditions possibles.

En zones libérées, se multiplient les surfaces agricoles, avec systèmes d'irrigations. C'est ainsi qu'à Tifariti, nous avons pu faire un excellent déjeuner composé d'un grand plat de carottes rapées, d'un ragoût de lapin aux pommes de terre et aux navets, et d'une délicieuse galette de pain. A quelques pas du lieu de ces agapes s'étend un jardin de quelques hectares. On tente même d'y implanter l'olivier, le grenadier, et autres arbustes n'ayant jamais évolués dans cette région.

Quelques dizaines de Sahraouis sont maintenant revenus de l'étranger (pays

socialistes et d'Europe occidentale) où ils ont reçu une formation dans des spécialités diverses : médecine, agronomie, géologie, architecture, travaux publics, etc.

Il est procédé à un recensement systématique et minutieux des richesses du territoire, sur la base d'études de terrain. On envisage déjà de faire appel à un certain nombre de Bureaux et Sociétés qui pour-



Un matériel considérable abandonné. 85 000 mines retirées depuis la libération de Guelta Zemmour en 1982.

raient commencer à préparer de futurs investissements économiques en R.A.S.D.

Les villes détruites : on pense à leur reconstruction, leur future architecture. Les terrains minés : on désamorce afin de permettre aux populations civiles de revenir une fois le pays libéré de toute occupation. La pêche ? Certains pays étrangers (mais pas la France) ont commencé à faire des propositions à la R.A.S.D. d'exploitation en commun des richesses halieutiques. Les nappes phréatiques : des scientifiques ont commencé des recherches pour permettre la mise en valeur agricole du pays. Le soleil ? On songe à exploiter les possibilités qu'offre l'énergie solaire (pompes, frigidaires, etc.). Le phosphate ? Idem.

Oui, tandis que la lutte du peuple Sahraoui se poursuit pour la libération totale de la R.A.S.D., l'avenir se prépare.

C'est dire l'enjeu et l'importance de la solidarité que nous mettons en revue : pour aider un peuple à retrouver son pays ; pour permettre au peuple français de mieux connaître la R.A.S.D. Et pour, dès maintenant, mettre en place la coopération franco-sahraouie.

Sachons nous montrer à la hauteur de nos responsabilités.

Thomas Jallaud



Retour progressif à la paix pour 90 % du territoire.

Le silence entretenu autour du conflit qui oppose la R.A.S.D. et le Maroc depuis 7 ans contraste avec l'éclat dont la presse française a entouré l'événement que constitue la rencontre du président Chadli et du roi Hassan II sans se laisser abuser par les manœuvres d'une guerre qui se livre aussi sur le plan psychologique et utilise le terrain des media, les amis de la R.A.S.D. trouveront dans les positions reproduites ci-contre des éléments de compréhension de l'événement.

Déclaration du frère Mohamed Salem Ould Salek, membre du bureau politique, responsable des relations extérieures du Front Polisario

Le gouvernement Sahraoui et le Front Polisario ont toute la confiance en l'Algérie avec qui nous avons des relations de solidarité militante et avec laquelle nous avons des concertations permanentes.

L'Algérie soutient le peuple Sahraoui avec constance, sérieux et sérénité exemplaires. Le soutien de l'Algérie va toujours croissant.

Nous sommes ouverts et favorables à toute initiative qui aboutirait à l'enga-

Rencontre Chadli-Hassan II

ALGER (aps)

• Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a fait la déclaration suivante :

« L'Algérie a toujours affirmé qu'elle n'a aucun différend avec le Maroc. Le problème du Sahara occidental, qui est un problème de décolonisation, oppose nos frères du Sahara Occidental à nos frères du Maroc.

« L'Algérie a toujours affirmé son entière disponibilité à œuvrer pour rapprocher nos frères du Sahara Occidental et nos frères du Maroc en vue de trouver une solution conforme au droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance. Une telle solution, l'Algérie en est convaincue, tout en rétablissant la paix dans notre région, ouvrira la voie à une coopération à la mesure de l'idéal de la construction du Maghreb.

« C'est dans cet esprit que le président Chadli Bendjedid, Président de la République, Secrétaire général du Parti F.L.N., a rencontré le roi Hassan II, le samedi 26 février 1983 à la frontière algéro-marocaine. Et c'est animée du même souci que l'Algérie demeure disponible pour de nouveaux contacts qui, du reste, n'ont pas cessé, à différents niveaux, depuis 1978.

L'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique

L'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique se félicite de la rencontre entre le président Chadli et le roi Hassan II, qui ne peut que représenter une étape essentielle dans la recherche d'une solution politique au conflit sahraoui.

L'O.U.A. a exprimé clairement des propositions susceptibles de favoriser l'arrêt des hostilités et l'ouverture des négociations entre les deux parties au conflit que sont le royaume du Maroc et la R.A.S.D. Les principes avancés d'un référendum d'autodétermination, l'admission de la R.A.S.D. comme 51^e État membre, la décision prise de convoquer tous les États membres sans exclusive pour le 19^e sommet reporté à Addis Abéba, sont autant de points repères que l'O.U.A. a placé dans sa sagesse sur l'itinéraire qui conduit à la négociation directe.

L'Association condamne toute initiative qui s'opposerait à la volonté africaine ainsi exprimée.

L'administration Reagan a choisi le parti de la guerre. La France, sous la conduite du président François Mitterrand a rétabli des rapports d'égale confiance avec le Maroc et l'Algérie. L'Association française des Amis de la R.A.S.D. souhaite voir la France établir avec le peuple sahraoui les mêmes rapports et contribuer ainsi, pour sa part, au retour à une paix juste et durable.

Paris le 28 février 1983

gement de négociations directes entre la République Arabe Sahraouie Démocratique et le Maroc pour trouver une solution pacifique au conflit qui les oppose.

Nous rappelons que c'est à Alger que la République Arabe Sahraouie Démocratique et la Mauritanie ont signé l'accord de paix du 5 août 1979 et que c'est grâce à la disponibilité et à l'initiative de l'Algérie que le Maroc a fini par reconnaître la Mauritanie en 1969 et à établir des relations diplomatiques avec elle après une dizaine d'années de négation de son existence.

Cette disponibilité de l'Algérie ne peut pas être mal interprétée comme le veulent certains, en présentant la rencontre entre le président Chadli Bendjedid et le Roi au Maroc comme étant une négociation algéro-marocaine sur le Sahara Occidental.

Or l'Algérie se refuse de négocier à la place du Front Polisario et du Gouvernement de la R.A.S.D. qui sont les seuls habilités à engager des négociations avec le Maroc pour conclure un accord de paix.

Le conflit étant maroco-sahraoui, le présenter autrement c'est vouloir semer la confusion, c'est se tromper sur l'Algérie et c'est aussi une fuite en avant qui prouve l'absence d'une volonté politique réelle chez l'ennemi. C'est, en un seul mot, la preuve que la paix est loin, très loin et que la guerre entre la R.A.S.D. et le Maroc continue.

Nous considérons que la paix entre la R.A.S.D. et le Maroc passe obligatoirement par le retrait des troupes marocaines des dernières positions qu'elles occupent et le respect par le Maroc de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la R.A.S.D.

Le 1^{er} mars 1983

COMMUNIQUÉS

• **Rencontre Mohamed Abdelaziz-Chadli Bendjedid, le 13/03/83 (analyse de la situation et consolidation des relations bilatérales).**

• **Communiqué commun F.L.N.-Chama Cha Mapinduzi (Tanzanie) :**

« Les deux partis affirment que l'ouverture de négociations directes entre la R.A.S.D. et le Maroc constitue la seule voie pour l'instauration d'une paix juste et durable au Sahara Occidental. »

« Ils réaffirment leur soutien au Front Polisario et estiment que la solution (du Sahara Occidental) ne manquera pas d'ouvrir de nouvelles et prometteuses perspectives dans le cadre de l'édification du Maghreb. »

• **Communiqué commun Travailleurs algériens (U.G.T.A.)-yougoslaves (C.S.Y.) :**

« Réaffirment leur appui au peuple du Sahara Occidental dans sa juste lutte de libération nationale sous la conduite de son représentant unique et légitime, le Front Polisario. »

• **Communiqués militaires :**

La première semaine du mois en cours a connu une intensification de l'action militaire des combattants de l'Armée de libération populaire sahraouie, qui ont accroché l'ennemi dans plusieurs de ses positions sur la frontière maroco-sahraouie.

Ainsi le 3 mars, la garnison monarchiste de Lemseyed a été à deux reprises bombardée par nos combattants pendant successivement 10 et 25 mn.

Le même jour, les positions ennemies à R'Beib Billao et Khreibichatt ont été la cible à l'arme de gros calibre durant respectivement 2 h et 15 mn.

Les 5, 6 et 9 mars, notre héroïque A.L.P.S. a mené des attaques similaires contre les troupes monarchistes d'agression cantonnées à Laaridha, Taharkanit et Lemseyed durant respectivement 30, 10 et 25 mn.

Le 9 mars, un violent engagement a opposé une unité de notre vaillante A.L.P.S. à une force ennemie basée à Tazoua, non loin de Smara. Cette attaque s'est soldée par la mort d'un grand nombre de soldats agresseurs ainsi que la destruction de plusieurs tranchées de l'ennemi.

Le 11 mars, la position ennemie de Rous El-Bid a été pendant une demi-heure l'objet d'un pilonnage identique.

Le 18 mars 1983

• LE PRÉSIDENT FRANÇOIS

APPARENCES ET RÉALITÉS D'UN VOYAGE

l'Homme », qu'il s'agisse des prisonniers politiques marocains ou des disparus sahraouis.

Entre les deux pays les liens sont anciens. La presse marocaine s'est plu à rappeler l'attitude de François Mitterrand qui démissionna de son poste de ministre pour protester contre la décision d'exiler le roi Mohammed V le 20 août 1953.

Après mai 1981, le gouvernement français devait confirmer, voire étendre les accords et les conventions qui régissent les rapports des deux nations dans des domaines les plus divers. Notons cependant que si les ministres de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.T.T., de l'Enseignement, de la Solidarité, de la Coopération ont eu à se rendre au Maroc, ceux de la Santé, des Transports ou de la Formation professionnelle n'ont pas encore eu à séjourner dans ce pays.

Premier partenaire économique, la France le demeure tant par le niveau de ses échanges, celui de ses investissements, celui de son aide financière directe ou encore le nombre de ses coopérants. La préférence accordée à un groupe hispano-japonais pour l'important contrat *Maroc-Phosphate 3 et 4* et d'autres aléas n'ont pas remis en cause cette situation. Le voyage aura été une confirmation du rôle que le royaume marocain entend faire jouer à la France dans son développement économique. Les demandes présentées ont concerné tous les secteurs dont celui très stratégique du nucléaire. D'autant plus stratégique que la production d'énergie d'origine nucléaire ferait appel dans ce cas à des procédés mis en œuvre à partir du phosphate.

Économiques, les rapports bilatéraux se développent également dans le domaine culturel. L'enseignement repose pour une large part sur l'effort consenti par la France. Même si la qualité des enseignements méritent un regard critique, 6 000 enseignants interviennent à tous les niveaux de la

Depuis 18 mois, des hypothèses contradictoires étaient avancées pour imaginer le devenir des relations franco-marocaines. Les principes et les solidarités auxquels s'attachent les deux États semblaient devoir les séparer irrémédiablement.

L'arrivée de la gauche au pouvoir ne peut pour les uns que prélude à une rupture tandis que d'autres souhaitent voir s'inaugurer un nouveau style de relations empreintes de réalisme politique.

Le voyage du Président Mitterrand au Maroc, d'abord reporté à deux reprises malgré une activité intense en Afrique, aura constitué un observatoire particulièrement intéressant en cette fin de mois de janvier. La délégation française était constituée à la hauteur des espoirs portés dans ce voyage. Six ministres faisaient le déplacement. L'absence de Madame Danièle Mitterrand a été d'autant remarquée que des commentaires autorisés l'ont attribuée à son attitude vis-à-vis des « Droits de

MITTERRAND EN VISITE AU MAROC

scolarité au Maroc. 25 000 étudiants sont inscrits dans les facultés françaises. Le Maroc souhaiterait doubler ce nombre dans les années à venir. Plus de cinq millions de marocains au dire de statistiques nationales pratiquent aujourd'hui le français alors qu'ils n'étaient que quelques centaines de milliers à le faire au jour de l'indépendance.

La permanence, l'ampleur ou la diversité de ces relations créent des obligations auxquelles nul gouvernant français ne peut se soustraire. Elles sont par ailleurs le gage dans cette partie occidentale de la Méditerranée d'une volonté d'établir l'ère de paix dans cette région. Aussi essentiels sont les liens qui s'établissent ainsi entre les autres États riverains que sont l'Espagne et le Portugal, l'Italie et l'Algérie.

Le domaine militaire ne peut être exclu, ni s'ignorer dans les rapports qu'entretiennent deux États. C'est une coopération militaire active qui prévaut entre la France et le Maroc. Les précédents gouvernements ont fait de notre pays le premier fournisseur d'armes du royaume.

Après les premières hésitations du « changement » et l'accord conclu avec les Américains, par les Marocains, tout semble redevenu aux niveaux antérieurs à tel point que certains commentateurs avaient cru pouvoir annoncer une remise des dettes militaires à l'occasion du voyage. Il semble qu'il en ait été autrement, cependant cette coopération militaire franco-marocaine interroge à plus d'un titre.

Le Maroc est en guerre, l'armement qui lui est fourni participe de près ou de loin à son agression contre la République Arabe Sahraouie Démocratique, État membre de l'O.U.A. Le Chef de l'État français n'ignore pas cette situation. Il n'ignore pas davantage que l'autre pays voisin du Maroc est l'Algérie, pays à l'égard duquel le gouvernement français redéfinit ses rapports pour en faire un exemple de sa nouvelle politique. Les dernières

manœuvres conjointes de la marine française avec celle du Maroc avait suscité les plus vives réactions algériennes.

L'arrivée récente de l'armée des États-Unis dans ses bases marocaines réactivées, comme sa participation au conflit sahraoui, incite l'Élysée à se préoccuper de ne pas être évincé de cette région.

Pour notre part, à l'Association des amis de la R.A.S.D. nous demeurons convaincu de la nécessité de ne pas souscrire à de nouveaux engagements de livraisons d'armes et d'envois d'instructeurs par la France.

La relative autorité morale dont le Président français peut encore présentement faire état auprès des deux parties en conflit, en serait gravement compromise. Ce ne serait pas dans l'intérêt de la Paix.

Les rapports étroits qu'entretiennent les deux pays sont confirmés par le rôle que jouent réciproquement le Maroc et la France dans la recherche de solutions à des conflits qui agitent plusieurs régions du monde et notamment le Moyen-Orient. Il est vrai qu'en ce domaine comme dans d'autres, le Maroc est puissamment aidé par l'Arabie Saoudite.

Présidant aux destinées du sommet de Fez, le roi Hassan II n'ignore pas les propositions du plan franco-égyptien, ni les contacts établis par Paris avec les différents acteurs du conflit palestinien.

Préparé avec le plus grand soin, ce voyage aura marqué l'étape décisive d'une politique française qui voulait rétablir avec la République algérienne des relations que Rabat ne devait pas considérer comme à son détriment.

Pour sa part, le Maroc ne peut faire l'économie d'une coopération active avec la France, les engagements américains ne se concrétisent qu'au rythme lent des agréments du Sénat américain. Tout comme les aides financières de l'Arabie Saoudite, ces nouvelles relations ne répondent que très partiellement aux besoins marocains.

La place de la France dans cette région est donc du fait des liens historiques et des relations établies une donnée essentielle confirmée au travers du conflit sahraoui. L'engagement militaire de la France aux côtés du Maroc n'est plus direct, il demeure cependant.

Quelles vont-être les suites logiques de ce voyage ? L'importance des liens qui unissent la France et le Maroc pèseront-ils dans le sens de subordonner toujours davantage les engagements de la France aux intérêts à préserver ou bien seront-ils autant de points d'appuis pour contribuer à une évolution de la situation qui permettra aux négociations directes de s'ouvrir entre le Maroc et la R.A.S.D. ?

Si cette évolution est souhaitable, encore faudrait-il désormais qu'aucun effort ne soit ménagé pour porter à un niveau satisfaisant les relations entre la France et le peuple sahraoui.

Deux événements ont éclairé depuis ce voyage de manière particulière. D'abord la réunion des 12 Chefs d'États africains chargés de convoquer le sommet de l'O.U.A. en dépassant la situation de blocage où l'organisation s'est enfermée à Tripoli par deux fois. En décidant de convoquer sans exclusive tous les états membres, tout en ne mésestimant nullement que ce faisant, ils convoquaient la R.A.S.D., les 12 chefs d'État font franchir une étape à la position africaine. Cette attitude a été durement ressentie à Rabat.

Plus récemment encore, la rencontre du président Chadli et du roi Hassan II aura souligné la nécessité d'aboutir enfin à la négociation directe entre les deux parties au conflit que sont le royaume chérifien et la R.A.S.D.

Le chemin du retour à la paix demeure étroit. Mais il est d'autant plus urgent de le prendre que ni la France ni le Maroc n'ont intérêt à voir, à la faveur d'une poursuite de ce conflit, un processus d'internationalisation se confirmer.

Le 27 janvier 1983 alors que le Président français entreprenait sa visite officielle au Maroc, plusieurs dizaines de manifestants se sont rassemblés à Paris pour rappeler leur fidélité et leur solidarité à l'égard du peuple sahraoui. Les manifestants ont scandé des slogans condamnant l'occupation marocaine du Sahara Occidental et exigent du Maroc qu'il cesse sa guerre d'agression contre le peuple sahraoui en entamant des négociations directes avec le Front Polisario.

La veille l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique avait tenu une conférence de presse dans laquelle elle a rappelé à la France les quatre principes qui doivent guider sa politique vis-à-vis du conflit du Sahara Occidental.

La conférence de presse que présidait M. Georges Montaron aux côtés de M. Thomas Jallaud, de Maître Francis Jacob et de Yann Daumer, a été aussi l'occasion de rappeler à quarante-huit heures du début de cette visite officielle, que le « problème » du Sahara Occidental et de son avenir, de son autodétermination et de son indépendance, « demeure réel sans qu'on puisse le passer sous silence », a déclaré le Directeur de « Témoignage Chrétien ».

C'est pourquoi, « ce voyage au Maroc n'est pas sans nous créer des soucis » et que nous attendions « avec un certain intérêt » ce qui va être dit, a ajouté M. Montaron dans sa déclaration liminaire. Ce qui va être dit essentiellement par le Président de la République française, d'autant que, a déclaré de son côté le Secrétaire général de l'Association des Amis de la R.A.S.D, M. Thomas Jallaud, « qu'il ne faudrait en aucun cas que la France donne le sentiment de cautionner un expansionnisme marocain... ». M. Thomas Jallaud, au nom de l'Association, a souligné, au cours de son intervention, les « quatre principes qui doivent guider la politique française autour de ce conflit » : l'affirmation et la réaffirmation de la nécessité d'une application du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui dans le cadre des frontières héritées de la colonisation, le refus de la France de signer tout nouveau contrat de fournitures militaires avec le Maroc tant que ce pays poursuit l'occupation du territoire sahraoui, favorise l'ouverture de négociations entre les deux belligérants des qu'elle aura été saisie dans ce sens par le Maroc et le Front Polisario, enfin la réaffirmation de la représentativité et de la légitimité du Front Polisario pour que s'engagent de telles négociations. « Une application de ces principes représenterait une contribution certaine de la France à la restauration de la paix dans cette région, dans le res-



27 février 1976. Avec Monsieur Ould ZIOU — aujourd'hui en 1983 pendant son voyage au Maroc ?

pect des droits des peuples à l'indépendance et à la paix » a encore déclaré M. Thomas Jallaud.

Cette intervention est d'autant plus souhaitée que l'Association estime que la France a maintenu son influence au Maroc et qu'elle a engagé une politique de rééquilibrage au Maghreb, mais dans laquelle le Sahara Occidental demeure un « parent pauvre » car « aucun élément décisif n'est venu ces derniers mois confirmer notre attente quant à une politique maghrébine qui prenne en compte la place que vont jouer dans l'avenir le peuple sahraoui, son territoire et ses richesses en matière de coopération régionale ».

Les responsables français de l'Association des Amis de la R.A.S.D. s'attendent à ce que le gouvernement français fasse suivre d'actes concrets ses déclarations concernant le conflit du Sahara Occidental. Ils rappellent, comme l'a dit M. Georges Montaron, que le combat pour la liberté est un « combat de gauche », que la Gauche française se doit d'entretenir des rela-



lui ministre de la Justice de la R.A.S.D. — le Président Mitterrand gardait-il le souvenir de cette rencon-

tions étroites avec les peuples du Maghreb et renforcer les amitiés avec le peuple marocain à l'égard duquel elle se doit de rappeler les vérités et le sens de la justice.

Cette attitude du gouvernement français et du Président de la République est d'autant plus attendue qu'un véritable génocide est en train d'être perpétré dans cette région du monde, a déclaré, à son tour, Maître Francis Jacob au cours de la même conférence de presse. « La répression exercée contre ce peuple est telle « qu'aux yeux des gouvernants marocains » tout ce qui ne peut pas être marocain doit disparaître. »

Les autorités espagnoles d'alors ont fourni tout le fichier de police aux envahisseurs marocains, leur permettant ainsi d'exercer une répression aveugle contre tous les patriotes dont on n'a plus retrouvé de trace. L'attitude des autorités marocaines a été celle de criminels dans toute cette partie du territoire où les arrestations de civils se sont multipliées depuis lors.

Maître Francis Jacob a rappelé « le viol systématique des femmes sahraouies dans les prisons marocaines » et le rapt d'enfant. Il a cité le cas d'un enfant de « cinq ans arrêté » parce qu'il avait pour père « un rebelle » selon la terminologie employée par son geôlier le chef d'escadron Yamani Ben Aissa.

Utilisation également systématique des bombes à fragmentations, appelées communément « C.B.U. », interdiction de tout rassemblement de plus de deux personnes, refus des autorités de laisser le peuple sahraoui observer son culte sous prétexte de rassemblement de personnes, tel est le lot du peuple sahraoui qui combat l'invasion marocaine, a encore ajouté le juriste français. Il a également souligné que de nombreux travailleurs sahraouis, contraints à détenir un passeport marocain, sont enlevés de leurs domiciles où ils viennent passer des vacances après plusieurs années de travail en France en tant que travailleurs émigrés, le cas de Mila Brahim, ouvrier à Flins, dans l'industrie automobile en France, est le plus significatif.

LE PRÉSIDENT DE LA R.A.S.D. S'EXPRIME SUR LE VOYAGE DU PRÉSIDENT FRANÇAIS

Dans une déclaration rendue publique à Haouza (ville jumelée avec Le Mans) M. Mohamed Abdelaziz, président de la R.A.S.D., a déclaré que « La visite du président de la République française au Maroc n'est pas sans susciter quelques remarques d'importance qu'il convient de rappeler pour mieux situer les responsabilités des uns et des autres dans l'aggravation du conflit du Sahara, due à la poursuite de la guerre coloniale menée par le roi Hassan II contre le peuple sahraoui ».

M. Mohamed Abdelaziz a ajouté : « Cette guerre génératrice de malheur et de deuil pour l'ensemble des peuples de la région est à l'origine du drame que vit notre peuple, en particulier nos populations civiles en territoires occupés, parquées dans des camps de concentration ou jetées arbitrairement dans les prisons du roi. »

« Pour soutenir sa guerre contre le droit de tout un peuple, le roi Hassan II a ouvert grandes les portes du Maroc aux bases américaines, ce qui prélude à l'internationalisation de ce conflit de décolonisation et constitue par conséquent une menace potentielle pour la paix et la sécurité pour l'Afrique et pour tous les pays méditerranéens », a indiqué M. Abdelaziz.

« Il n'est pas sans intérêt d'évoquer ici le rôle actif du Maroc dans les manœuvres qui se font ce jour contre l'existence de l'O.U.A. », a-t-il précisé.

« Dans ces conditions », poursuit le président de la R.A.S.D., « la France socialiste ne peut se dérober des responsabilités qui lui incombent dans la recherche d'une solution juste, susceptible de mettre un terme définitif à ce conflit qui endeuille toute la région (...). »

Aussi, nous estimons que la France doit agir auprès de son partenaire marocain pour le convaincre de la nécessité de négocier avec la R.A.S.D. et le Front Polisario. C'est là, la voie la plus indiquée pour permettre d'entamer un processus pouvant aboutir à un accord de paix, a ajouté le président Abdelaziz avant de conclure : « La stabilité, la sécurité et la coopération dans la région sont à ce prix. »

LES TEXTES DU 5^e CONGRÈS DU FRONT POLISARIO ONT ÉTÉ ÉDITÉS PAR L'ASSOCIATION

**PRIX : 25 F
20 F pour les adhérents**

INTERVIEW DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A LA M.A.P.

Question : Monsieur le président, vous semblez tout aussi bien privilégié la négociation que le recours aux organisations internationales justement pour le règlement des conflits locaux ou régionaux. Dans le conflit du nord ouest africain, la France a enregistré — avec satisfaction — un référendum contrôlé au Sahara Occidental pour l'autodétermination des populations de cette région. La France a également approuvé les résolutions fixant les modalités de ce référendum. Cependant, on a assisté depuis février 1982 à des initiatives unilatérales, à des machinations lors des deux sommets avortés de Tripoli pour entraver le processus du référendum au Sahara.

Voulez-vous, monsieur le président, nous préciser votre pensée personnelle à ce sujet ?

— **M. François Mitterrand** : « Vous savez, je n'ai pas eu beaucoup d'efforts à faire pour approuver cette initiative tendant à l'autodétermination du Sahara occidental et à la procédure du référendum parce que c'est une position que j'avais moi-même préconisée longtemps avant d'être élu président de la République française. Il m'a suffi d'être en accord avec moi-même, et j'avoue que je me suis réjoui lorsque j'ai vu Sa Majesté le Roi du Maroc, à Nairobi précisément, émettre une proposition qui allait dans ce sens. Car comme cela s'est produit en de nombreuses circonstances, je crois que lorsqu'il y a débat c'est au peuple lui-même de se déterminer selon des procédures démocratiques et, en l'occurrence il s'agissait de l'O.U.A., qui par la suite a connu bien des difficultés précisément à partir de ce problème et de quelques autres mais qui n'avait pas moins donné sa caution lorsque cette proposition a été faite et lorsque cette proposition a été acceptée. Nous avons ajouté que puisqu'il y avait des procédures, des procédures délicates : à compter du moment où l'on décide un référendum il faut savoir qui vote, il y a donc contrôle nécessaire, un relais de l'organisation des Nations Unies me paraissait nécessaire. Je continue de penser que c'est la bonne méthode. Les initiatives qui s'en écarteront ne feront que compliquer le problème. Enfin, tel est mon avis.

INTERVENTION DE M. AHMED BARIKALLA responsable de la Daïra

(extraits)

Il m'est très agréable en l'occasion heureuse de la signature du contrat d'amitié et de solidarité entre nos deux villes, de vous exprimer, et à travers vous à tous les habitants de la Ville de Brest, nos chaleureuses salutations et nos meilleurs vœux, au nom des habitants de Bir N'Zarane et de leur Assemblée populaire...

Présentement, cela permettra aux habitants de la Ville de Brest de connaître, à travers Bir-N'Zarane et ses habitants, un peuple arabe et africain, une autre culture, une autre civilisation, un peuple qui lutte pour la liberté et la justice.

Cela reconforte ce dernier, et lui permet de se sentir davantage soutenu dans son combat légitime par toutes les forces éprises de liberté, de justice, de démocratie et de paix. C'est justement ce que traduit ce contrat d'amitié et de solidarité...

Cet acte que nous sommes ensemble en train d'entreprendre constitue la meilleure arme, le meilleur moyen pour les peuples de faire face à la course à l'armement et aux diverses crises auxquelles est confrontée aujourd'hui l'humanité.

Le rapprochement entre les hommes et les peuples sur la base de la fraternité et de l'amitié est à même de renforcer leurs aspirations communes à la paix, à la justice et à la démocratie.

Nous autres, du Sahara Occidental, nous menons une guerre de libération nationale contre l'occupation marocaine. Bir N'Zarane, tout comme les autres villes de la R.A.S.D., a été exemplaire dans le combat engagé par notre peuple contre l'occupation. Occupée en 1975, elle compte depuis octobre 1981 parmi les nombreuses villes définitivement libérées de l'emprise des agresseurs venus se substituer aux colonisateurs espagnols.

Nous sommes un peuple pacifique, qui déteste la guerre. Mais le régime expansionniste marocain, soutenu par les U.S.A. ne nous a pas laissé d'autre choix que de combattre en toute légitimité jusqu'à la libération totale de la R.A.S.D...

Permettez-moi enfin de vous dire nos sincères et vifs remerciements pour l'accueil chaleureux et le séjour agréable qui nous ont été réservés dans la belle ville de Brest.

CONTRAT D'AMITIÉ

Le contrat d'amitié signé à la veille du malgré le changement d'équipe politique deux villes dans toutes leurs dimensions

Le 12 février 1983 a vu l'aboutissement de deux ans d'efforts conjugués de notre Association, de son Comité brestoïse et d'élus municipaux dont principalement Yann Daumer, maire-adjoint.

L'acte premier fut, on s'en souvient, l'accueil à Brest en mars 1981 d'une délégation de femmes sahraouies et l'intérêt que cette visite suscita dans la population : l'idée d'un jumelage vint alors naturellement. Il s'ensuivit une longue période de démarches, de périodes alternées d'optimisme et de scepticisme, mais l'obstination, qualité bretonne s'il en est, finit toujours par payer. L'acte second fut ainsi la visite en octobre dernier d'une délégation municipale brestoïse au Sahara Occidental jusqu'au site même de la ville de Bir N'Zarane (voir Sahara-Info n° 63). L'acte dernier est logiquement la venue à Brest d'une délégation de Bir N'Zarane pour la signature officielle du contrat d'amitié et de solidarité.

BREST SOUS LA NEIGE

La neige était au rendez-vous pour accueillir à l'aéroport de Brest Guipavois Ahmed Ould Barikalla, maire de Bir N'Zarane, Namir Lakhdar, membre de l'Assemblée populaire de Bir N'Zarane et Fadel Ismail, représentant du Front Polisario en France (au passage on se rappellera que la neige était également présente un an auparavant pour la signature du jumelage Le Mans-Haouza). L'Association nationale était représentée par Thomas Jalloud, Secrétaire général, et Didier Cadin, Vice-président.

Le lendemain matin la couche atteignait quarante centimètres (jamais vu depuis 1956) et la ville était pratiquement paralysée. La traversée vers l'Île d'Ouessant, première étape du séjour, par une mer plutôt forte, nous a permis de rendre la politesse à nos amis sahraouis qui découvraient ainsi que le charme du roulis-tangage n'avait rien à envier à celui des chaos d'une Land Rover sur une piste du Sahara. Le repas du soir était organisé par notre Comité avec la participation de l'Amicale des Algériens, du Comité anti-répression au Maroc, de la Maison des Relations Internationales et de quelques étudiants marocains sympathisants.

Le grand jour tant attendu arrivait enfin. Depuis le matin le drapeau de la R.A.S.D. flottait aux côtés du gwennha-du (le drapeau breton) sur

BREST-BIR N'ZARANE

élections du 6 mars demeure
Il implique les populations des
sera mis en œuvre.

l'Hôtel-de-Ville. En l'absence du maire de Brest, Pierre Maille, que la conjonction des conditions météorologiques et d'un débat télévisé en direct avec son adversaire aux municipales contraignait à un déplacement à Rennes (il a pu toutefois recevoir la délégation le matin), c'est Yannick Michel, premier adjoint, qui représentait la ville de Brest lors de la cérémonie officielle qui a rassemblé cent cinquante personnes dans la salle Vauban de l'Hôtel-de-Ville, dont de nombreux élus municipaux, régionaux et même européens. Après la signature et la lecture du contrat dans les trois langues (française, bretonne et arabe) ce fut la réception qui permit aux personnes présentes de faire plus ample connaissance avec nos amis sahraouis et de s'intéresser aux reproductions des fresques enfantines de l'école du 12 octobre et aux panneaux de présentation de la R.A.S.D. prêtés par le Comité de la Sarthe. Un court métrage vidéo sur le Front Polisario et la R.A.S.D. était projeté en continu.

Une heureuse coïncidence a voulu qu'une opération « portes ouvertes » était organisée ce week-end à l'Hôtel-de-Ville ce qui fit que de nombreux Brestois ont pu s'informer par cette exposition le dimanche. Ce fut ensuite une réunion de travail sous la présidence de Geneviève Champerlou, présidente du Comité de Jumelage, qui permit de définir les premiers échanges dans le cadre de ce contrat d'amitié et

de solidarité, et enfin le dîner officiel sous la présidence du premier adjoint Yannick Michel et animé par le groupe breton Al Triskell.

Dimanche, visite touristique dans le Nord-Finistère en autocar avec les familles des membres du Comité local : arrêt à l'école maternelle en breton Diwan (le germe) de Lesneven, où l'on n'a pas manqué de faire le rapprochement entre la reconquête par la Bretagne et la R.A.S.D. de leurs cultures originelles respectives, ni d'insister, de part et d'autre, sur la nécessité politique d'une telle démarche. L'état des routes ne nous a pas permis malheureusement, de nous rendre à Huelgoat où nous attendait son maire. L'après-midi ainsi écourtée, permit en revanche à nos amis de se reposer après trois jours sans temps morts et avant le programme chargé de la dernière journée.

L'exploitation des océans, l'aquaculture et l'agro-alimentaire, trois visites économiques étaient en effet prévues. Tout d'abord le C.N.EX.O. (Centre National d'Exploitation des Océans), puis la ferme Aquacole du Tinduff (élevage en mer de saumons, préparation et conditionnement de filet de saumon fumé) et enfin la coopérative laitière de Ploudaniel (transformation du lait, fabrication d'emmental, beurre, yaourts, crêpes...). A chaque fois nos amis ont manifesté un grand intérêt et ont reçu de la part des responsables des entreprises visitées un accueil chaleureux. La journée et le séjour se termine avec le repas offert par le Comité de Jumelage, au cours duquel Fanch Guillemin, membre de notre Comité local et vice-président du Comité de Jumelage, nous donne un aperçu de son talent de magicien.

Signalons que la télévision régionale, sur insistence de Yann Daumer, consacra quelques minutes (notamment interview de Namir Lakhdar sur le conflit et sur ce que le Front attend de la France), que la presse locale a bien couvert l'ensemble du séjour de la délégation, mais en revanche la presse nationale, pourtant sollicitée par l'intermédiaire de ses correspondants locaux, n'a pas cru bon d'en parler à ce jour.

LES PREMIERS ÉCHANGES

Les premiers échanges retenus conjointement par le Comité de Jumelage et la délégation sahraouie dans le cadre du contrat d'amitié sont : l'envoi d'une délégation de femmes brestoises au Sahara à la rentrée, l'accueil d'enfants sahraouis dans la région brestoise cet été par la municipalité, l'organisation d'un spectacle à Brest en juin dans le cadre de la tournée de la troupe El Ouali. Il est également envisagé l'hospitalisation de malades sahraouis à Brest ou sa région.

Enfin la dernière retombée immédiate de ce contrat, et non la moindre, sera sans doute la dynamisation de notre comité : vingt-cinq adhérents sur le Finistère fin 1982, ce qui nous permet de créer un comité dans le Finistère Sud (comité cornouaillais). L'action de nos militants ne s'arrête d'ailleurs pas à notre département, le succès des réunions publiques organisées à Lorient, Vannes et Saint-Brieuc a motivé les adhérents isolés et les sympathisants et permettent d'envisager avec optimisme la création d'autres comités.

*Alain Kervern
Responsable du Comité de Brest
des Amis de la R.A.S.D.*



POSITION DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE A L'OCCASION DU VOYAGE DE F. MITTERRAND

Devant la Chambre de commerce internationale de Casablanca, 12 janvier 1983

La position de la France à l'égard du Sahara Occidental et de l'O.U.A. est parfaitement claire. Sur le premier point, les dirigeants français ont eu à maintes reprises l'occasion de souligner combien ils avaient apprécié l'initiative courageuse du Roi lors de la Conférence de Nairobi en 1981. Ils pensent qu'une procédure de référendum, en assurant l'autodétermination des populations concernées ne peut que permettre de trancher définitivement un litige dont la région n'a que trop souffert. Nous soutenons donc totalement et sans réserve, l'action engagée par l'O.U.A. à l'initiative du roi Hassan II lors du sommet de Nairobi de 1981 et nous souhaitons que le Comité de mise en œuvre constitué à cet effet puisse faire pleinement son travail.

Sur ce point, nous sommes bien en harmonie avec le gouvernement marocain.

S'agissant de la crise actuelle que traverse l'O.U.A., la France ne peut que la déplorer. En effet, depuis sa fondation, la France a toujours soutenu l'O.U.A. parce qu'elle y voit une structure privilégiée de dialogue et de coopération entre pays en voie de développement appartenant à un même continent et ayant tous choisi la voie du non-alignement, à l'abri des ingérences des super-puissances.

Mais la France n'étant pas membre de l'O.U.A., elle n'entend nullement se substituer à ses membres pour résoudre les difficultés internes de l'Organisation. Le litige portant sur l'admission d'un 51^e membre et sur sa participation à un sommet de l'O.U.A. n'était donc pas un point sur lequel la France avait à se prononcer. M. Mitterrand l'a dit très nettement à Kinshasa, le 8 octobre. Je puis donc vous affirmer catégoriquement que nous n'avons fait pression sur personne pour qu'il se rende à Tripoli et que nous avons laissé aux pays africains le soin de déterminer eux-mêmes les moyens de mettre un terme à la crise présente.

MAROC-SOIR

Quelle pourrait être, pour la France, la voie d'une solution pacifique du conflit du Sahara, tenant compte du fait que Paris garde dans ses tiroirs d'importantes archives ?

J. M. : Il ne s'agit pas ici d'un problème d'archives, mais d'un conflit intéressant un territoire et une population déterminés. Depuis 1975, il y a litige sur le statut du territoire et nous avons toujours exprimé l'opinion que par le libre exercice du droit à l'autodétermination de sa population. Dès que celui-ci aura pu s'exercer valablement, c'est-à-dire sous contrôle international, la France reconnaîtra et respectera le choix de la population sahraouie, quel qu'il soit c'est la seule solution conforme à l'équité, au droit international et aux recommandations de l'O.U.A., comme de l'Assemblée générale des Nations Unies.

C'est, le Président de la République le rappelait encore il y a quelques jours à Cotonou, la solution du bon sens. Cette position est d'ailleurs également celle de nos partenaires de la Communauté Économique Européenne.

Le cadre africain nous paraît être le plus approprié pour la recherche d'une solution pacifique au conflit du Sahara Occidental. Il est le seul susceptible d'éviter les ingérences des grandes puissances. Dans cet esprit, le gouvernement français s'est félicité de l'initiative prise par S.M. Hassan II au sommet de l'O.U.A. qui s'est tenu en 1981 à Nairobi de proposer l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara Occidental. Nous nous sommes réjoui à l'époque que toutes les parties concernées aient pu se mettre d'accord et que tous les chefs d'État et de gouvernement aient pu se rejoindre sur une résolution affirmant le principe du référendum et désignant un comité de mise en œuvre composé de six membres pour en définir les modalités. Celui-ci s'est mis au travail et a fait comme vous le savez, des propositions précises qui engagent désormais les parties.

Il appartient maintenant aux membres de l'O.U.A. et aux parties concernées de faire en sorte que les décisions de Nairobi ne restent pas lettre morte.

Hier comme aujourd'hui la France reste favorable à toute solution de la question du Sahara occidental qui aura l'appui de l'organisation africaine et des parties au conflit.

VIE DES COMITÉS

VAL DE MARNE

Après-midi studieuse à Villejuif où le comité du Val-de-Marne organisait à l'occasion du 27 février une journée d'étude, Lucien Hanoun présentant les éléments d'information sur la situation actuelle en R.A.S.D. Denise Dubosq et Didier Cadin participait à la réception organisée à cette occasion.

MARSEILLES

Environ vingt-cinq militants se sont retrouvés pour un WE d'étude. Notre ami Didah aidait par ses interventions les membres du comité des Bouches-du-Rhône a bien mesuré les aspects nouveaux de la situation.

LE MANS

En novembre 1982, le comité de la Sarthe a pris en charge une animation à Laval (Mayenne) :

— animation auprès des scolaires (projection du film « Vivre au Sahara ») ;

— réunions ;

— exposition et présentation d'artisanat Sahraoui à la bibliothèque municipale ;

— entretien du représentant du Front Polisario à Radio-Mayenne.

Pour l'année 1983, le comité a décidé de se mobiliser pour parrainer une bourse — apprentissage dans le cadre du projet proposé par l'association nationale (voir ci-contre) :

— au mois de mars sont prévues deux émissions auprès des radios locales.

LES MUREAUX

Une belle réunion aux Mureaux à l'occasion du 7^e anniversaire de la R.A.S.D., M. Didah, secrétaire de l'U.G.T.S.A.R.I.O. avait organisé aux Mureaux une réception à laquelle était invitée la C.G.T. représentée par M. Lancon et Toussaint R. Après les allocutions de M. Didah et de représentants de divers pays, M. Toussaint salua les victoires remportées par la R.A.S.D. depuis sa proclamation. Assistance nombreuse avec présence de M. Letoulec, maire et son 1^{er} adjoint. Un film retraçant la vie dans les camps fut projeté.

COMITÉ ESSONNE



Trois enfants sahraouis ont été accueillis à Sainte-Geneviève-des-Bois à partir du 2 octobre 1982.

Abdi et Barreck après consultation de spécialistes à l'hôpital des Enfants Malades sont repartis dans leur pays fin octobre.

La petite Fatimatou est restée plus longtemps pour des problèmes O.R.L. importants, elle a subi une première intervention chirurgicale à l'hôpital des Enfants Malades. Elle est repartie le 17 février mais devra revenir au mois de septembre afin de faire une greffe du tympan pour retrouver une audition à peu près normale.

Depuis trois ans nous accueillons chaque année la jeune Feila également pour des problèmes O.R.L. qui ne sont pas encore résolus puisqu'il va falloir en 1983 refaire une greffe du tympan gauche.

Fatimatou, pendant son long séjour en France, a pu aller pendant quatre mois à l'école à Sainte-Geneviève-des-Bois dans une classe d'initiation au français où elle était la meilleure élève. Abdi et Barreck sont également allés dans la même classe pendant le mois d'octobre.

Si l'hébergement ne pose pas trop de problèmes, la prise en charge des frais médicaux n'est pas sans en poser. Les nombreuses démarches auprès de différents services de l'hôpital des Enfants Malades ont abouti au dépôt d'une demande d'aide médicale à la mairie du 15^e arrondissement, par le Bureau d'Aide Sociale de l'hôpital.

Le séjour de ces enfants à Sainte-Geneviève-des-Bois a contribué à renforcer les liens d'amitié entre le peuple sahraoui et des Génévois grâce aux rencontres avec des familles, des enseignants, des enfants.

Dans quelques semaines, 10 ans se seront écoulés depuis que quelques militants du Front Polisario engageaient la lutte armée contre l'occupant espagnol. Ce sont depuis les marocains qui poursuivent l'agressions et l'occupation d'une petite partie du territoire. Mais la R.A.S.D. y fait face avec vaillance. Avec le Front Polisario qui célébrera avec éclat cet anniversaire, les amis français du peuple sahraoui auront l'honneur de recevoir la troupe musicale « El Ouali » et auront à cœur de lui réserver le meilleur accueil durant le mois de juin.

Pour l'organisation de cette tournée prendre contact avec Daniel Pipard au siège de l'Association à Paris.

Jean Heckmann est arrivé au bout du contrat qu'il avait avec l'association, il a retrouvé la Province et présenté son au-revoir :

A la veille de mon départ de l'Association, je voudrais remercier toutes celles et tous ceux qui m'ont accordé leur confiance et leur soutien dans ma fonction de permanent. Il n'est certes pas toujours aisé dans ce cas précis de répondre aux attentes et aux exigences de tous, dès lors qu'à l'instar de toute organisation humaine, des contradictions surgissent rapidement tant au niveau de l'appréciation des différents rôles de chacun qu'à celui de l'évolution des initiatives et des résultats.

Néanmoins cette année n'aura pas été inutile. Un certain nombre d'objectifs ont été atteints qui ont favorisé la connaissance du peuple sahraoui et le sens de son combat. En outre la cohésion et la dynamique de l'Association se sont développées pour déboucher sur une organisation qui je souhaite deviendra efficace et permettra à celles et à ceux mobilisés dans la lutte auprès de mes amis sahraouis d'exercer pleinement leur responsabilité au sein de l'Association.

Pour finir je renouvelle mon soutien au juste combat du Front Polisario et mon admiration au peuple sahraoui dont le courage et la dignité restent à mes yeux des valeurs essentielles.

Jean Heckmann

AVEC LA RASD POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'Association des Amis de la RASD étudie à la demande du Front Polisario la création d'un centre de formation professionnelle afin de doter le pays des ouvriers professionnels et des techniciens capables de prendre en charge la construction du pays indépendant

SPÉCIALITÉS ENVISAGÉS

- **Couture et confection**
- **Mécanique**
- **Menuiserie**
- **Maçonnerie**
- **Soudure**
- **Électricité bâtiment**

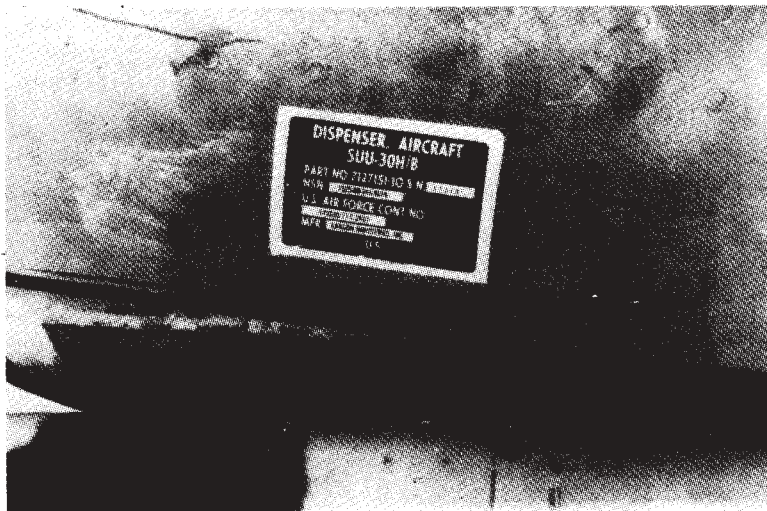
Vous pouvez vous associer à ce projet soit pour l'étude et l'élaboration du dispositif à prévoir, soit pour le financement de l'opération. Prenez contact avec l'association pour proposer vos idées et vos contributions

UNE GUERRE AMÉRICAINE DE GÉNOCIDE CONTRE LE PEUPLE SAHRAOUI

Au terme des nouveaux accords, les USA ont livré au Maroc :

- Du matériel électronique utilisé dans la défense du « mur » construit autour des gisements de phosphate de Bou Craa :
 - des systèmes électroniques de vision nocturne.
 - des détecteurs de sons.
 - des équipements portatifs de détection électronique.
- Des avions de surveillance « AWACS ».
- Des chars M60... etc.

La dernière nouveauté dans cet arsenal de guerre meurtrier mis à la disposition du régime marocain par les USA est la bombe « CBU », qui est une bombe à fragmentation.

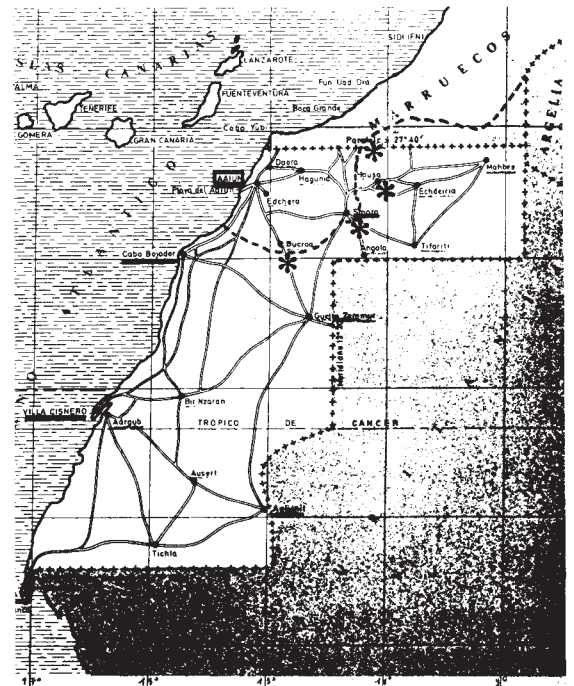


Voilà qui atteste éloquemment de l'intervention horrible, barbare de l'Administration américaine et de son protégé marocain, de leur volonté déclarée de massacrer, d'exterminer un peuple dont le seul crime est d'avoir revendiqué son droit légitime à la liberté, à la dignité.

Toute cette panoplie impressionnante d'engins de destruction et de mort est mise entre les mains d'un régime occupant, agressant, sanguinaire, au mépris du droit, de la morale internationale et des résolutions et décisions des organisations internationales telles que l'ONU, le Mouvement des Pays non-alignés, l'OUA, ... etc.

VIOLENT COMBAT AUTOUR DE SMARA...

Selon un communiqué publié le 3 mars 1983 par le Front Polisario, de violents combats se déroulent actuellement autour de la ville de Smara au Sud-Est du « triangle utile ». Ces combats ont été déclenchés, selon le communiqué sahraoui, le 27 février à l'occasion de l'anniversaire de la R.A.S.D. Le communiqué indique que : « L'armée de libération (A.L.P.S.) à attaqué à l'arme de gros calibre les positions marocaines dans la région située entre Tazoua et R'Béib Billao, qui constituent les positions avancées autour de la ville de Smara. » Des harcèlements sont d'autre part signalés sur d'autres positions autour du « fameux mur ».



* Endroits bombardés avec « CLUSTER BOMBS »
 ... Ligne de défense marocaine

BOMBES LIVRÉES AU MAROC

1. C.B.U. 58 A/B « CLUSTER BOMB UNIT »

- bombe en grappe (Cluster bomb)
- Poids : 358 kg
- 670 sous-munitions de type B.L.U. 63 à fragmentation
- anti-personnel, anti-matériel
- remplace la CBU 24

2. B.L.U. 63 « BOMBLET UNIT »

- Poids : 0,43 kg
- anti-personnel, anti-matériel, à fragmentation
- sphérique
- enveloppe en acier à entailles (scored steel case)
- explosif : cyclotol
- mise en service en 1971, remplace la B.L.U. 26

3. C.B.U. 71 « CLUSTER BOMB UNIT 71 »

- bombe en grappe
- 650 sous-munitions
- anti-personnel, anti-matériel, à billes
- muni d'un dispositif à retardement au hasard

Extraits de la brochure « Bombes à fragmentation contre le peuple sahraoui »

vient de paraître
 disponible au comitè



Le sommet de l'O.U.A. convoqué à Addhis Abéba du 6 au 11 juin prochain

Réuni à Nairobi le 17 février dernier, le « comité des 12 » a recommandé la tenue du 19^e sommet de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.) à Addhis-Abéba, siège de l'organisation, en mai ou juin prochain, sans conditions préalables.

Le « Comité des 12 » de l'O.U.A. réuni dans la capitale kenyane pour tenter de résoudre la crise de l'organisation panafricaine, après les deux sommets avortés de Tripoli, en août et novembre dernier, a rendu public un communiqué en ce sens à l'issue d'une réunion de quatre heures. La recommandation pour la tenue du

sommet à Addis-Abéba a été adoptée à l'unanimité par les sept chefs d'État et les cinq délégations ministérielles.

M. Ibrahim Hakim, ministre sahraoui des Affaires étrangères a réaffirmé la détermination de la R.A.S.D. à participer à toutes les prochaines réunions de l'O.U.A. — Dans une déclaration faite à l'A.F.P. le ministre sahraoui a indiqué que le « comité des 12 » pays africains devra « prendre en considération la décision de la R.A.S.D. de prendre part aux réunions futures de l'O.U.A. » Il a rejeté en outre toute demande d'un retrait de son pays d'un prochain sommet de l'organisation.

« Le Comité est devant un test historique... ou bien il a apprécié de façon juste les responsabilités de la crise ou bien — ce que j'exclus jusqu'à preuve du contraire — le Comité sacrifie les principes de l'O.U.A. »... Le droit des peuples africains, pour accéder aux désirs des États-Unis d'Amérique « en demandant à la R.A.S.D. de ne pas participer à la prochaine réunion de l'O.U.A. » a-t-il ajouté.

7^e SOMMET DES NON-ALIGNÉS NEW DELHI

NEW DELHI (aps)

La déclaration finale adoptée par le 7^e sommet des non-alignés sur la question du Sahara Occidental est satisfaite et positive, a déclaré, samedi, à New Delhi, M. Malainin Sedik, membre du Bureau politique, responsable du département Asie-Océanie du Front Polisario, ambassadeur de la R.A.S.D. en Iran.

Cette déclaration finale apporte le soutien des pays non alignés, c'est-à-dire des deux tiers de l'humanité à la lutte du peuple sahraoui pour la réalisation de ses droits à l'autodétermination et à l'indépendance, a-t-il souligné.

L'appel des pays non alignés pour des négociations entre « les parties au conflit », le Maroc et la R.A.S.D., en vue de trouver une solution politique à la guerre du Sahara Occidental est en outre favorablement accueilli par la R.A.S.D. et le Front Polisario, qui affirment leur disponibilité à entamer des négociations en ce sens a-t-il ajouté.

Un autre point important concerne la mise en garde contre l'intervention de toute puissance étrangère, consignée dans la déclaration finale après que l'intervention des États-Unis aux côtés du Maroc ait été considérablement augmentée, a-t-il indiqué.

Le responsable sahraoui a, d'autre part, souligné que le 7^e sommet des non-alignés a constitué un moment favorable pour des concertations entre États africains, qui ont abouti à la fixation du prochain sommet de l'O.U.A. pour le 9 juin prochain à Addhis-Abéba.

La R.A.S.D. qui sera présente à ce sommet, assumera toutes ses responsabilités, et œuvrera

avec détermination pour renforcer l'organisation continentale a indiqué M. Malainin, soulignant qu'ainsi, justice sera rendue au peuple sahraoui pour sa lutte pour la liberté et les énormes sacrifices qu'il a consentis.

Les responsables de la R.A.S.D. dont M. Ibrahim Hakim, ministre des Affaires étrangères, qui se trouvaient à New Delhi, ont eu de nombreux contacts avec les délégations présentes, auprès desquelles ils ont trouvé un large appui à la lutte du peuple sahraoui, a ajouté l'ambassadeur sahraoui, qui a exprimé sa satisfaction du fait que la majorité écrasante des intervenants ont réaffirmé, dans leurs discours, un soutien ferme à la R.A.S.D.

Il a également indiqué que la délégation sahraouie a saisi cette occasion pour expliquer aux délégations des pays non-alignés la cause du peuple sahraoui, ainsi que les dangers pour l'Afrique et le mouvement des non-alignés, de la présence et l'intervention américaines dans le conflit du Sahara Occidental.

Les démarches des responsables sahraouis ont rencontré des échos largement favorables, aussi bien de la part de pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie que de la part des mouvements de libération, a-t-il indiqué.

Rappelant le souhait exprimé par de nombreux chefs de délégation de voir bientôt la R.A.S.D. au sein de la famille des non-alignés, M. Malainin a conclu en affirmant que des perspectives extrêmement encourageantes s'offrent à la R.A.S.D. concernant le soutien des pays non alignés, ainsi que pour l'établissement de relations diplomatiques avec de nouveaux pays du Tiers-Monde.

Extrait de la déclaration de Fidel Castro sur le Sahara Occidental à New Delhi président sortant du mouvement

Le président Castro a abordé le conflit du Sahara Occidental estimant que l'absence des dirigeants sahraouis est « l'un des fruits des divergences au sein de l'O.U.A. ». « C'est là, a-t-il poursuivi, un autre point sur lequel je sais que les vues ne concordent pas, mais en ce qui concerne Cuba, je me dois de dire que la République arabe sahraouie démocratique et le Front Polisario peuvent compter sur toute notre sympathie et notre solidarité, et que nous espérons leur prompt entrée au mouvement, leur cause étant totalement juste ».

Le problème sahraoui sera donc très certainement abordé par les chefs d'État et de gouvernement et on a appris, par le porte-parole officiel de la conférence que « le chapitre de déclaration politique finale a fait l'objet de deux amendements déposés par deux pays d'Afrique du Nord ». Le premier point recommande une identification claire des parties au conflit, c'est-à-dire le Front Polisario et le Maroc et le second propose de s'en tenir au comité de mise en œuvre de Nairobi, sans plus.

COURRIER DES LECTEURS

Étudiante à l'Université de Paris VIII en Anglo-Américain, je suis particulièrement intéressée par la politique extérieure U.S. du président Reagan en Afrique. Ce dernier tend à intensifier sa présence et à dicter ses lois sur ce continent. Le cas du Sahara Occidental — R.A.S.D. — s'inscrit dans le cadre de ma mémoire de maîtrise dans la mesure où le soutien U.S. au régime marocain est de plus en plus flagrant et important... Ceci fait partie d'une politique délibérée allant à l'encontre de tous les mouvements de libération qui se développent en Afrique.

A.E.
Paris 20^e

De retour d'une mission en Mauritanie, je prends connaissance du n° 63 de Sahara Info.

Je relève des inexactitudes dans l'article sur la délégation de Brest en R.A.S.D. Il y a sans doute confusion entre le Nord-Ouest et le Sud-Ouest chez Didier Cadin et l'interprétation du nom de la ville ne me semble pas exacte.

T. MONOD

Réponse : quelques coquilles se glissent malgré notre bonne volonté dans la fabrication militante du Sahara Info. Toute contribution pour l'améliorer est la bienvenue.

Dans le numéro Sahara Info n° 62 vous indiquez que vous avez une copie de l'émission présentée sur TF1 le 30 octobre dernier. Voudriez-vous me faire savoir si nous pouvons l'emprunter pour la projeter à nos jeunes dans le cadre de la découverte « d'autres peuples d'autres cultures ».

E.P.
Vitry

Réponse : Suite à votre lettre du 23/01, j'ai le plaisir de vous informer qu'il est possible de vous prêter la vidéo cassette (système VHS) intitulée « Les Révoltés du Désert ». Un membre de l'association peut vous aider dans l'animation du débat.

— 17 décembre : La Bolivie reconnaît officiellement la R.A.S.D.

— 25 décembre : Une délégation sahraouie conduite par M. Mahfoud Ali Beida, Premier ministre de la R.A.S.D., se rend au Sud-Yemen.

— 7 janvier : L'A.L.P.S. a infligé d'importantes pertes humaines et matérielles aux F.A.R. au cours d'une série d'opérations menées en décembre.

— 13 janvier : Le ministre marocain des Finances se rend à Paris pour signer des accords sur la coopération financière franco-marocaine.

— 18 janvier : Monsieur Mitterrand rappelle, à Cotonou (Bénin), la position de la France à propos du conflit du Sahara Occidental : autodétermination du peuple sahraoui à travers un référendum sous contrôle international.

— 20 janvier : Arrestation de 10 Sahraouis à Boujdour par les forces d'occupations marocaines.

Le chef de la diplomatie mauritanienne est reçu par Mohamed Abdelaziz.

— 23 janvier : Recrudescence des opérations militaires de l'A.L.P.S. contre les F.A.R. : une vingtaine d'attaques à l'arme lourde ont eu lieu.

— 26 janvier : Mort « accidentelle » du général Dlimi à Marrakech.

— 30 janvier : Les deux plus importants instituts internationaux de risques politiques estiment que la perspective d'un coup d'état militaire au Maroc devrait se rapprocher à moyen terme.

— 1 février : Les émeutes d'Oujda en décembre dernier ont fait au moins 8 morts.

— 6 février : Expulsion du correspondant du « Monde » à Rabat pour avoir publié un article mettant en doute la thèse officielle sur la mort du général Dlimi.

Selon un ancien officier marocain le général Dlimi a été assassiné à Marakech.

— 10 février : Les voyages des journalistes au Maroc sont désormais subordonnés à une autorisation spéciale, indique le gouvernement marocain.

— 20 février : Le Maroc rejette la recommandation du comité des douze de l'O.U.A. de tenir le 19^e sommet à Addis Abeba sans conditions préalables.

— 26-27 février : Attaque de l'A.L.P.S. autour de Smara.



Cher frères, chères sœurs,

... Dans notre lutte, dans notre combat noble de sept années de l'existence de la R.A.S.D., les deux dernières années ont été marquées par l'intervention directe des États-Unis d'Amérique, de tout leur poids pour sauver l'invasion marocaine de l'effondrement qu'elle a connu en 1979, et pour replatrer sa Sainte-Alliance (France-Espagne, Arabie Saoudite, Tunisie...), ce front qui s'est désagrégé sous les coups de boutoir de nos héroïques combattants, devant la cohésion du Front Révolutionnaire dans la région, devant le flot des reconnaissances de la R.A.S.D. et devant les pressions exercées par la communauté internationale et ses organisations sur le Maroc, pour le dissuader de son intransigeance et en vue d'entamer, en conséquence, des négociations directes avec le Front Polisario pour résoudre le conflit.

Quels sont donc les objectifs qui ont été assignés à l'intervention américaine ? Les U.S.A. sont intervenus dans le cadre d'un plan global général clair : détruire définitivement la révolution en R.A.S.D., en Algérie, en Libye, et établir une tête de pont avancée pour briser tout courant, toute tendance nationaliste en Afrique, et pour généraliser Camp David à toute la nation arabe de son Orient à son Occident.

Pour y parvenir, les U.S.A. ont décidé : — De sauver le régime du Roi de l'effondrement et de le renforcer militairement.

Le peuple sahraoui a célébré le septième anniversaire de la proclamation de la république arabe sahraouie démocratique. Le jeune État qui est devenu le 51^e État reconnu par l'O.U.A. a été proclamé par le secrétaire général du Front Polisario El Ouali et par le président du Conseil national sahraoui dans la nuit du 27 au 28 février 1976 à Birlahlou.

A cette occasion M. Mohamed Abdelaziz, président de la République, Secrétaire général du Front Polisario a prononcé un très important discours dont nous extrayons ce passage qui concerne notre pays.

— De reconstituer sa sainte-alliance de Ryad jusqu'à Madrid en passant par Tunis et Paris, et affaiblir en conséquence le front Saharo-Algéro-Libyen aux moyens de pressions, de confusions, et de la politique des petits pas, qui a donné les « résultats magiques » que l'on connaît dans le Moyen-Orient et qui a provoqué les maux et les désastres pour nos frères palestiniens. Nos frères palestiniens qui se sont réunis ces jours-ci sur la terre hospitalière du million et demi de martyrs, la terre d'Algérie... Comme si c'est pour nous rappeler que la région arabe est le théâtre d'un seul et même combat et que ce qui reste de la révolution arabe l'est dans le Maghreb arabe.

Beaucoup de gens ont fait montre d'un optimisme suite aux changements intervenus en Espagne, et avant en France. Mais cet optimisme n'a pas pris en considération deux autres facteurs comme :

— La situation économique mondiale actuelle depuis la guerre déclenchée par les U.S.A. utilisant certains « telle l'Arabie Saoudite » contre les pays du tiers monde, les producteurs de pétrole en particulier. — L'offensive américaine générale et le bellicisme de l'administration Reagan.

Ces deux facteurs réunis déterminent le cadre de toute action française, espagnole, ainsi que les limites de toute initiative que l'un de ces deux pays puisse entreprendre.

La politique de Mitterrand, comme fut celle de Giscard D'Estaing dans le Maghreb arabe, vise un seul objectif, bâtir le Maghreb de Hassan II, de Bourguiba, le Maghreb des multinationales, des bases militaires occidentales, et donc le Maghreb du néocolonialisme, de la domination impérialiste qui nie la révolution dans la région, donc la R.A.S.D., et ce au moyen de la fameuse politique américaine des « petits pas »...